



CANADA
MEDIA FUND

FONDS DES MÉDIAS
DU CANADA

**PROGRAMME DES
ENVELOPPES DES
TÉLÉDIFFUSEURS —
DIVERSITÉ
LINGUISTIQUE**
PRINCIPES DIRECTEURS
2026-2027

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants.....	3
Présentation des documents	3
Non-conformité aux Principes directeurs	3
Fausse déclaration	4
Renseignements d'auto-identification PERSONA-ID.....	4
2. APERÇU	5
2.1 INTRODUCTION.....	5
2.2 DÉFINITIONS.....	6
2.3 LANGUES DES PROJETS	6
2.3.1 Langue originale de production.....	6
2.3.2 Doublage et sous-titrage.....	7
2.4 COMBINAISON DE FONDS DU PROGRAMME ET D'AUTRES PROGRAMMES DU FMC.....	7
3. ADMISSIBILITÉ.....	8
3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES	8
3.1.1 Exigences supplémentaires pour le Requérant	8
3.2 PROJETS ADMISSIBLES.....	8
3.2.1 Exigences fondamentales.....	9
3.2.1.1 Coproductions audiovisuelles régies par un traité.....	10
3.2.2 Exigences en matière de genres.....	10
3.2.3 Exigences en matière de propriété et de contrôle.....	10
3.2.4 Exigences et conditions en matière d'engagement admissible du marché.....	11
3.2.4.1 Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché	17
3.2.4.2 Durée maximale.....	18
3.2.4.3 Traitement des droits d'exploitation supplémentaires	18
3.2.5 Exigences diverses.....	19
4. CONTRIBUTION DU FMC	22
4.1 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE	22
4.2 MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE	22
4.2.1 Dépenses admissibles	22
4.2.2 Contenu numérique admissible	23
4.2.3 Transactions entre Parties apparentées	23
4.2.4 Dépenses liées à la mise en marché.....	23
4.2.5 Émissions pilotes et séries	24
4.2.6 Prix	24
5. PROCESSUS DE DÉCISION	25

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants

Les Principes directeurs sont communiqués à titre de renseignement et pour des raisons pratiques aux Requérants (voir la section 3.1) qui déposent une demande auprès du Fonds des médias du Canada (FMC). Les Principes directeurs fournissent un aperçu des objectifs du FMC et de son administration ainsi que des renseignements sur les pratiques administratives habituelles du FMC. La conformité à ces Principes directeurs est une condition préalable à toute admissibilité à une aide financière du FMC.

Le FMC administre ses programmes et applique ses Principes directeurs de façon discrétionnaire afin de garantir un financement à des projets qui contribuent à remplir son mandat. L'interprétation du FMC prévaudra pour toute question relative à l'interprétation de ses programmes, Principes directeurs et contrats. L'interprétation du FMC prévaudra également pour déterminer si les Requérants et/ou projets respectent l'esprit et l'intention de chacune des politiques du FMC.

Tous les Requérants, les Télédiffuseurs canadiens et les Distributeurs canadiens admissibles (le cas échéant) doivent se conformer aux Exigences en matière de comptabilisation et de présentation (ECP) du FMC ainsi qu'aux politiques d'affaires applicables, telles que créées et modifiées au besoin. Les politiques d'affaires, incluant les ECP, sont énoncées dans l'[Annexe B](#) des Principes directeurs du FMC et peuvent également être consultées dans le site Internet du FMC à <https://cmf-fmc.ca/fr/>. Les renseignements compris dans les [Annexes A](#) et [B](#) font partie intégrante des Principes directeurs.

Les projets qui bénéficient d'une participation financière du FMC au cours d'une année donnée doivent respecter les Principes directeurs et les politiques du FMC en vigueur au cours de cet exercice financier. Sauf indication contraire, les modifications apportées aux Principes directeurs ou aux politiques au cours d'un exercice financier ultérieur ne seront pas appliquées de façon rétroactive. L'exercice financier du FMC commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

Veuillez noter que ces Principes directeurs du FMC peuvent être modifiés ou clarifiés au besoin, sans préavis. Pour des renseignements et une documentation à jour de ces Principes directeurs, veuillez consulter le site Internet du FMC à <https://cmf-fmc.ca/fr/>.

Présentation des documents

Le Requérant doit s'assurer que le FMC a reçu tous les documents relatifs à sa demande et veiller à la mise à jour desdits documents après un changement important. Le FMC peut exiger d'autres documents et informations pour évaluer un projet et, une fois cette évaluation effectuée, pour terminer la révision de ses dossiers le cas échéant. Dans le cadre de l'étude d'un projet, le FMC se réserve le droit de ne fonder son évaluation que sur les documents écrits et audiovisuels soumis initialement par le Requérant.

Non-conformité aux Principes directeurs

Si un Requérant ne se conforme pas à ces Principes directeurs, le FMC peut rejeter la demande, révoquer l'admissibilité du projet et exiger le remboursement de toute somme consentie au Requérant.

Fausse déclaration

Si, à quelque moment que ce soit, en vertu des Principes directeurs ou à la demande du FMC, un Requérant fournit des renseignements qui se révèlent faux ou omet des informations se rapportant à une demande, il encourt des conséquences qui peuvent être graves. Elles peuvent être les suivantes, entre autres :

- le projet actuel du Requérant peut devenir non admissible à un financement;
- les projets ultérieurs du Requérant peuvent être non admissibles à un financement;
- le Requérant peut devoir rembourser avec intérêts les sommes déjà consenties;
- le Requérant peut faire l'objet d'une poursuite criminelle en cas de fraude.

Ces mesures peuvent être imposées au Requérant ainsi qu'aux sociétés et particuliers qui lui sont apparentés, associés et affiliés (à l'entière discrétion du FMC). Les Requérants dont la demande de financement est acceptée doivent signer une entente légale contenant d'autres dispositions sur les fausses déclarations, les cas de défaut et autres sujets connexes.

Renseignements d'auto-identification PERSONA-ID

Le système d'auto-identification PERSONA-ID est une identification volontaire permettant aux individus de transmettre leurs renseignements personnels directement et de façon sécurisée au FMC.

Le FMC s'appuie sur les informations d'auto-identification associées au numéro PERSONA-ID de chaque individu pour déterminer (le cas échéant) l'admissibilité aux programmes dédiés, les parties réservées exclusives des budgets des programmes, les crédits des programmes d'enveloppes, les points de la grille d'évaluation, la position de classement dans les programmes sélectifs, et/ou à des fins statistiques et analytiques. En outre, dans certains cas, ces informations sont utilisées pour valider d'autres documents liés au projet (p. ex. le formulaire de demande du projet, les rapports périodiques des programmes d'enveloppes).

Puisque toute modification apportée aux informations contenues dans le compte PERSONA-ID d'une personne pourrait avoir une incidence sur l'admissibilité et la sélection du projet, ainsi que sur les calculs des enveloppes, le FMC doit être informé de tout changement dans les plus brefs délais.

Fournir des renseignements incorrects de façon répétée concernant le Personnel clé des Projets peut entraîner des conséquences pour le Requérant conformément à la section « Fausse déclaration » ci-dessus.

Tous les renseignements d'auto-identification en lien avec les projets soumis dans PERSONA-ID sont communiqués conformément aux [Conditions d'utilisation et à la politique de confidentialité de PERSONA-ID](#).

Pour de plus amples renseignements sur PERSONA-ID, veuillez consulter la section sur [PERSONA-ID dans le site du FMC](#).

2. APERÇU

2.1 INTRODUCTION

Outre les exigences établies dans les présents Principes directeurs, les Requérants sont tenus de satisfaire (i) aux Exigences seuil pour les engagements admissibles du marché indiquées aux présentes, (ii) ainsi qu'aux politiques et aux définitions applicables figurant à l'[Annexe A](#) et à l'[Annexe B](#).

Le Programme des enveloppes des télédiffuseurs — Diversité linguistique (ci-après le « **Programme des enveloppes de diversité linguistique** » ou le « **Programme** »), qui fait partie des programmes de contenu linéaire du FMC, permet aux Canadien·nes d'avoir accès à du contenu qui reflète la diversité des langues parlées au pays. La langue originale de production des Projets admissibles dans le cadre de ce Programme doit principalement être une langue autre que l'anglais, le français ou une langue autochtone utilisée au Canada.

Le FMC participe aux Projets admissibles qui en sont à l'étape de la production par l'intermédiaire des allocations d'enveloppe de diversité linguistique, qui sont des attributions de fonds du FMC versées aux Télédiffuseurs canadiens ayant de l'expérience en matière de programmation de la diversité linguistique. Les Télédiffuseurs canadiens sélectionnent les Projets admissibles qui bénéficieront des fonds de leur allocation d'enveloppe de diversité linguistique, jusqu'à concurrence du montant maximal des fonds qui leur sont alloués et sous réserve de la contribution maximale consentie par projet (voir la section 4.2) et d'autres restrictions particulières. Les Télédiffuseurs canadiens qui ne reçoivent pas d'allocation d'enveloppe de diversité linguistique pourraient avoir recours à l'option d'accès parallèle (voir la section 3.2 du [Guide des enveloppes des télédiffuseurs](#)).

À partir de l'exercice 2026-2027,

- Les Principes directeurs du Programme des enveloppes des télédiffuseurs — Diversité linguistique constitueront l'ensemble principal des règles et des exigences du Programme, car le document Programmes de contenu linéaire — Module principal des Principes directeurs (production) a été éliminé.
- La combinaison de fonds provenant de plusieurs programmes du FMC est assujettie à des restrictions, mais les Requérants peuvent combiner les fonds du Programme avec du financement du Programme destiné aux communautés afro-descendantes et racialisées (voir la section 2.4 des présents Principes directeurs).
- Le FMC permettra à une Entité internationale admissible (voir la définition à l'[Annexe A](#)) de contribuer à une part minoritaire de l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché (voir la section 3.2.4) d'un Projet admissible du genre des émissions pour enfants et jeunes et des documentaires.

Si le financement d'un projet n'est pas complètement confirmé au moment du dépôt de la demande, un minimum de documents devront être soumis avec la demande établissant la preuve de ce qui suit :

- les contributions de l'enveloppe de diversité linguistique et tous les droits de diffusion et les avances de distribution admissibles (s'il y a lieu) du marché contribuant à l'atteinte de l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché;
- la confirmation qu'au moins 60 % du total du financement canadien du projet (accompagné d'un plan financier viable pour le reste du financement du projet).

Le Requérant devra confirmer la totalité du financement du projet par voie d'ententes dûment signées au plus tard à la date limite finale de dépôt des demandes du programme.

Pour en savoir plus sur l'administration des enveloppes de diversité linguistique, y compris sur la méthode de calcul des enveloppes, les allocations et la marge de manœuvre selon le genre, les politiques de transfert et autres renseignements, consultez les sections 4.3.2, 4.4 et 4.4.2 du [Guide des enveloppes des télédiffuseurs](#).

2.2 DÉFINITIONS

Veuillez consulter la définition des termes suivants utilisés dans les présents Principes directeurs à [l'Annexe A](#) :

- Production affiliée à un télédiffuseur
- Télédiffuseur canadien
- Région circumpolaire
- Communautés reflétant la diversité
- Distributeur canadien admissible
- Entité internationale admissible
- Production interne
- Autochtones du Canada
- Communautés de langue officielle en situation minoritaire
- Contenu numérique relié
- Partie apparentée

2.3 LANGUES DES PROJETS

2.3.1 Langue originale de production

La catégorie linguistique applicable sera une seule langue, déterminée en fonction de la langue originale de production du projet. Sauf quelques exceptions raisonnables accordées aux documentaires, lorsqu'une production est doublée dans une autre langue, la langue du doublage n'est pas la langue originale de production. Le FMC évaluera différents facteurs pour déterminer la langue originale de production du projet (p. ex. répartition entre les différentes langues dans le projet, langue dans laquelle les éléments de la phase de développement ont été rédigés, langue du matériel créatif soumis, langue du télédiffuseur pour la première fenêtre de diffusion).

La langue de production originale du Projet admissible doit être une langue autre que l'anglais, le français ou une langue autochtone utilisée au Canada. Cependant, si le Requérant souhaite que le français ou l'anglais soit utilisé dans un projet présenté au titre du Programme, le FMC pourra établir des exceptions au cas par cas si le Télédiffuseur canadien concerné consacre une portion de son allocation d'enveloppe des télédiffuseurs de langue anglaise ou de langue française (production) au financement du projet. Néanmoins, la langue originale de production doit principalement être une langue autre que l'anglais, le français ou une langue autochtone utilisée au Canada.

En outre, dans le cadre de ce Programme, les Projets admissibles dans une langue de la diversité peuvent inclure d'autres langues dans le Projet (à l'exclusion de l'exception ci-dessus) si c'est à des fins artistiques et/ou si leur utilisation fait partie intégrante de l'histoire (par exemple, il s'agit de la première langue d'un expert dans un documentaire), à condition que la grande majorité du Projet soit dans la langue originale de production (comme déterminé par le FMC à sa seule discrétion). Le FMC évaluera le Projet dans son intégralité afin de déterminer si, dans son ensemble (objectif, contenu, dialogue, contexte, etc.), il répond à l'esprit et à l'intention des exigences linguistiques du programme en question.

Par souci de clarté, précisons que, dans le cas des productions d'animation, la langue originale du Projet sera déterminée en fonction de l'entité admissible du marché (par exemple, Télédiffuseur canadien, Distributeur canadien admissible) qui assure l'engagement du marché le plus élevé dans le Projet.

2.3.2 Doublage et sous-titrage

Les versions du Projet admissible diffusées ou rendues accessibles avant la livraison au Télédiffuseur canadien ou à la plateforme de la première fenêtre de diffusion (et le Distributeur canadien admissible, le cas échéant) devront être doublées ou sous-titrées au Canada, en faisant appel à des artistes, à des acteur·trices, à du personnel employé et à des technicien·nes canadien·nes (selon le cas) conformément aux exigences du FMC. Des exceptions pourraient être autorisées pour les coproductions audiovisuelles régies par un traité.

Le FMC exige que les coûts de doublage et de sous-titrage soient inclus dans le devis de production s'il s'agit d'une obligation contractuelle requise par l'un des participants financiers au Projet admissible. Le FMC participera uniquement aux frais de doublage et de sous-titrage habituellement engagés par les distributeurs pour faciliter les ventes sur les marchés étrangers au titre des dépenses liées à la mise en marché telles qu'elles sont définies dans la section 4.2.4 ci-dessous.

2.4 COMBINAISON DE FONDS DU PROGRAMME ET D'AUTRES PROGRAMMES DU FMC

À compter de 2026-2027,

- Les Projets admissibles pourront recevoir des fonds du Programme en combinaison avec du financement du Programme destiné aux communautés afro-descendantes et racisées (PCAR), grâce à la flexibilité linguistique offerte pour le contenu créé dans une langue autre que l'anglais, le français ou une langue autochtone visant les projets financés au titre du PCAR.
- Les Requérants qui souhaitent accéder à des fonds du PCAR devront obtenir une allocation d'enveloppe minimale en vertu du Programme des enveloppes des télédiffuseurs — Diversité linguistique (voir la section 3.2).

Il est à noter que, lorsque les fonds des deux programmes sont combinés, ce sont le montant de l'Exigence seuil, le montant de la contribution maximale du FMC, la nature de la participation financière du FMC et la durée maximale prévus dans les exigences du PCAR qui s'appliqueront.

La contribution totale du FMC au titre de ces programmes se limite à 84 % des dépenses admissibles du Projet.

3. ADMISSIBILITÉ

3.1 REQUÉRANTS ADMISSIBLES

Le Requérant admissible au Programme doit être, soit une société à but lucratif (c'est-à-dire une société de production canadienne imposable selon les termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*), soit un Télédiffuseur canadien (conformément à la définition de l'[Annexe A](#)) :

- a) qui est sous contrôle canadien en vertu des articles 26 à 28 de la *Loi sur Investissement Canada*;
- b) dont le siège social est situé au Canada;
- c) qui est en règle auprès de toutes les guildes et associations de l'industrie;
- d) qui a affirmé et attesté que le projet faisant l'objet d'une demande de financement respecte la [Politique du FMC sur le positionnement narratif](#).

Les Requérants doivent détenir et contrôler tous les droits nécessaires à la production et à l'exploitation du Projet admissible. Les entités qui fournissent des services sans être propriétaires des droits applicables ne sont pas admissibles au soutien financier du FMC.

Il n'y a aucune restriction d'accès au Programme des enveloppes de diversité linguistique concernant les Productions affiliées à un télédiffuseur et les Productions internes.

N.B. Aux fins de l'application des présents Principes directeurs, le terme « Requérant » englobe tout corequérant ou toute partie apparentée (tel que le terme est défini à l'[Annexe A](#)), et tout individu ou société mère, associée ou affiliée (tel que le détermine le FMC à sa discrétion), selon le cas.

Le FMC encourage tous les Requérants à prendre connaissance de la Politique relative aux cas de défaut, qui figure à l'[Annexe B](#).

3.1.1 Exigences supplémentaires pour le Requérant

Bien que la participation au processus PERSONA-ID soit volontaire, les Requérants doivent noter que ce sont les informations d'auto-identification associées au numéro PERSONA-ID de chaque personne qui permettront au FMC d'évaluer toute initiative en matière de démographie incluse dans le Projet, y compris :

- Programmes désignés destinés aux Communautés reflétant la diversité et aux Communautés de langue officielle en situation minoritaire;
- Points de la grille d'évaluation liés à la parité entre les genres et aux Communautés reflétant la diversité dans les programmes sélectifs;
- Allocations réservées aux Communautés reflétant la diversité dans les programmes premiers arrivés/premiers servis;
- Crédit d'enveloppe des programmes d'enveloppes du FMC (le Programme dont il est question dans les présents Principes directeurs, le Programme des enveloppes des distributeurs et le Programme des enveloppes des télédiffuseurs — langue anglaise et langue française [production]).

3.2 PROJETS ADMISSIBLES

Pour être admissible, un projet doit être un contenu audiovisuel linéaire qui répond aux exigences du FMC suivantes (expliquées plus en détail dans la section suivante) :

- Exigences fondamentales;
- Exigences en matière de genres admissibles (voir l'[Annexe A](#));
- Exigences en matière de propriété et de contrôle;
- Exigences et conditions en matière d'engagement admissible du marché;
- Exigences diverses.

À compter de 2026-2027,

- Les Requérants qui souhaitent accéder à des fonds du PCAR devront obtenir une allocation d'enveloppe minimale de diversité linguistique correspondant à 1 % des dépenses admissibles du projet avant la signature du contrat de financement avec le FMC. D'autres règles et exigences relatives à la combinaison des fonds des deux programmes sont présentées à la section 2.4 des [Principes directeurs du PCAR](#).

Précisons que, si cette exigence n'est pas satisfaite à ce moment, le projet ne sera plus admissible au financement à la production du PCAR.

3.2.1 Exigences fondamentales

Le Projet admissible doit satisfaire à toutes les exigences fondamentales énoncées ci-dessous. Dans le cas des séries (ou d'une minisérie, le cas échéant), chaque épisode devra satisfaire aux Exigences fondamentales, peu importe si tous les épisodes ont été déposés en vue d'une demande de financement auprès du FMC ou non. Le FMC déterminera à son entière discrétion si le Projet admissible est conforme aux Exigences fondamentales, et son interprétation prévaudra.

- 1) Le Projet admissible devra être accrédité¹ par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC) et obtenir un pointage de 10 sur 10² (ou le maximum de points appropriés au Projet admissible), tel que déterminé par le FMC à partir de l'échelle du BCPAC.

N.B. Pour les Productions internes seulement, l'accréditation du projet par le CRTC à titre d'« émission canadienne » sera acceptée en lieu et place de l'accréditation du BCPAC afin de respecter l'Exigence fondamentale 1.

- 2) Les droits sous-jacents sont détenus et développés³ de façon significative par des Canadien·nes.
- 3) Le Projet admissible est tourné au Canada et son intrigue s'y déroule principalement.

Veuillez consulter l'[Annexe A](#) pour plus de détails sur les Exigences fondamentales et sur les exceptions prévues selon le genre.

¹ Des exceptions peuvent être accordées par le FMC aux télédiffuseurs exemptés réglementés par le CRTC par le truchement de l'Ordonnance de radiodiffusion CRTC 2015-88.

² Il existe des exceptions pour certains genres ou pour les projets des Requérants détenus et contrôlés par des personnes membres des Premières Nations, inuites ou métisses. Pour plus d'informations, voir l'appendice A — Flexibilité pour les projets menés par des Autochtones, des [Principes directeurs du Programme des enveloppes des télédiffuseurs — Langue anglaise et langue française \[production\]](#) et des [Principes directeurs du Programme des enveloppes des distributeurs](#), selon le cas.

³ En ce qui concerne le contenu créé à l'aide de la technologie de l'IA, il incombe au Requérant de s'assurer que (i) tous les droits sous-jacents aux Projets admissibles sont détenus et développés de manière significative par des Canadien·nes et (ii) que les Projets admissibles ont un accès libre à tous les droits sous-jacents.

3.2.1.1 Coproductions audiovisuelles régies par un traité

En ce qui a trait à l'admissibilité au financement du FMC des coproductions audiovisuelles régies par un traité, ces Exigences fondamentales doivent être interprétées de façon à ce que les partenaires des coproductions soient considérés comme étant « canadiens ».

Par conséquent, le terme « Canadien·ne » mentionné dans l'Exigence fondamentale 2, et le terme « Canada » indiqué dans l'Exigence fondamentale 3 seront interprétés de manière à inclure le pays coproducteur. Dans le cas de l'Exigence fondamentale 1, le pointage de 10 sur 10 doit être atteint par des Canadien·nes ou des personnes du pays coproducteur.

Nonobstant ce qui précède, dès qu'un Projet admissible reçoit une recommandation préliminaire du service Relations d'affaires et coproduction de Téléfilm Canada pour être certifié par le BCPAC en tant que coproduction audiovisuelle régie par un traité officiel, ledit Projet admissible n'est plus tenu de satisfaire aux Exigences fondamentales qui figurent aux présentes⁴.

Pour les coproductions audiovisuelles régies par le traité, tous les calculs du FMC, y compris :

- a) l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché;
- b) la Contribution maximale;
- c) les honoraires des producteur·trices les frais d'administration (HPFA);
- d) les engagements du marché dans les programmes sélectifs

pour un Projet admissible seront fondés sur les dépenses admissibles de la portion canadienne du budget global du Projet admissible (ou les coûts finaux globaux). Les Requérants doivent consulter les Principes directeurs applicables pour plus de détails.

Pour obtenir de l'information sur les coproductions audiovisuelles régies par un traité entre le Canada et un autre territoire, veuillez consulter les [principes directeurs de Téléfilm Canada sur les coproductions internationales](#).

3.2.2 Exigences en matière de genres

Le FMC appuie les genres d'émissions suivants : dramatiques, documentaires, enfants et jeunes, ainsi que variétés et arts de la scène. Ces genres sont définis dans l'[Annexe A](#) (une certaine flexibilité existe pour les émissions pour enfants et jeunes et le contenu de Requérants autochtones — voir l'appendice A, Flexibilité pour les projets menés par des Autochtones). Une liste non exhaustive des genres et des formats d'émissions non admissibles à un soutien financier du FMC peut être consultée dans l'[Annexe A](#).

3.2.3 Exigences en matière de propriété et de contrôle

Les Projets admissibles au Programme doivent répondre aux critères suivants :

- a) le projet appartient à des intérêts canadiens et est contrôlé par des intérêts canadiens sur les plans créatif et administratif;
- b) le projet est sous le contrôle financier de citoyen·nes canadien·nes ou de personnes ayant le statut de résident permanent;

⁴ Si une recommandation préliminaire de certification a été reçue du service Relations d'affaires et certification de Téléfilm Canada à l'égard du Projet admissible, mais que le BCPAC n'octroie pas à ce dernier la certification de coproduction audiovisuelle régie par un traité en dernière analyse, le Projet devra satisfaire à tous les critères d'admissibilité applicables du FMC, faute de quoi, il sera considéré comme un cas de défaut aux termes de l'[Annexe B](#) et du contrat de financement du FMC.

- c) le projet est et a été contrôlé du point de vue financier et créatif par une société de production canadienne durant toutes les phases de la production, de la conception du projet à la postproduction; de plus, tous les droits de distribution et d'exploitation sont détenus et ont été contrôlés dès le début par une société de production canadienne;
- d) généralement, une seule personne, entité ou entité apparentée non canadienne ne peut fournir plus de 49 % du financement ou du coût final de la production (que ce soit sous forme de droits de diffusion, d'avances de distribution, de biens et de services et/ou d'investissement en capital). Toutefois, une entité non canadienne, sans lien de dépendance, spécialisée dans les prêts ou dans les nantissements peut fournir plus de 49 % du financement intérimaire;
- e) Le Requérant conserve et exerce tous les droits de contrôle ou d'approbation nécessaires à la production du Projet admissible habituellement réservés au/à la producteur-trice⁵. Ces droits incluent le contrôle et le pouvoir d'approbation finale des décisions touchant les aspects créatifs et les aspects financiers en développement et/ou en production, la distribution et l'exploitation, ainsi que la préparation et l'approbation finale du devis, sous réserve des droits d'approbation raisonnables selon les normes généralement exigées par les autres investisseurs sans lien de dépendance, y compris les télédiffuseurs et les distributeurs canadiens;
- f) Le Requérant détient tous les droits (dont les droits d'auteur) et options nécessaires à la production du Projet admissible ainsi qu'à sa distribution au Canada et à l'étranger, et il conserve également un intérêt financier permanent dans le Projet admissible (sous réserve de certaines exceptions relatives aux achats de formats établies au cas par cas).

3.2.4 Exigences et conditions en matière d'engagement admissible du marché

Toutes les demandes de financement présentées au titre du Programme sont tenues d'inclure un engagement admissible du marché, lequel est composé de droits de diffusion admissibles d'un Télédiffuseur canadien.

L'engagement admissible du marché peut également contenir :

- une avance de distribution admissible d'un Distributeur canadien admissible;
- pour le genre des **émissions pour enfants et jeunes uniquement**, un engagement financier admissible de la part d'une Entité internationale admissible (voir la définition à l'[Annexe A](#)) pouvant atteindre 25 % de l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché (indiqué à la section 3.2.4.1).

Pour plus de clarté, précisons que les **Entités internationales admissibles** peuvent verser jusqu'à 25 % de l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché utilisée pour financer la production d'un Projet admissible dans le genre des émissions pour enfants et jeunes et des documentaires, à condition que les droits de diffusion admissibles du Télédiffuseur canadien (et, le cas échéant, les avances de distribution admissibles du Distributeur canadien admissible) représentent la plus grande part de l'Exigence seuil du projet (c.-à-d. 75 % ou plus). Cette flexibilité ne s'applique qu'aux Entités internationales admissibles qui répondent à la définition à l'[Annexe A](#).

Pour qu'un projet soit admissible au financement en production du FMC, l'engagement admissible du marché doit être équivalent ou supérieur à un montant minimal exprimé en pourcentage des dépenses admissibles du Projet, à savoir l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché (voir la section 3.2.4.1 pour en savoir plus).

Les engagements admissibles du marché sont les suivants :

- a) Une contribution en espèces
- b) payée par un Télédiffuseur canadien (et, selon le cas, par un Distributeur canadien admissible ou une Entité internationale admissible) dans le cadre du financement de la production du Projet

⁵ Par souci de clarté, précisons que le Requérant est en mesure de travailler et de communiquer avec aisance dans la langue originale du Projet (voir la section 2.3.1) et qu'il démontre qu'il a le contrôle sur tous les points liés au Projet admissible.

- c) payée au Requérant soumettant une demande au FMC
- d) en échange des droits d'exploitation énumérés
 - i. Télédiffuseur canadien — Droit de diffusion au Canada
 - ii. Distributeur canadien admissible — Droit d'exploitation au Canada et droit d'exploitation à l'international
 - iii. Entité internationale admissible — Droit d'exploitation à l'international
- e) tous accordés dans le cadre d'un ou de plusieurs contrats courants ayant force obligatoire (p. ex. une entente de télédiffusion, une entente de distribution).

N.B. Le FMC examinera si cette section s'applique aux Productions internes au cas par cas.

Aspects liés à l'engagement admissible du marché :

a) Contribution en espèces

Les contributions en espèces doivent être véritables, conformes aux normes de l'industrie, acquises à la juste valeur du marché et ne peuvent être réduites une fois que le FMC a conclu un contrat de financement de la production avec le Requérant.

Les contributions en espèces pour (i) les Télédiffuseurs canadiens et les Entités internationales admissibles sont des droits de diffusion non récupérables et pour (ii) les Distributeurs canadiens admissibles sont des garanties minimales/avances sur la distribution qui peuvent être récupérées selon les paramètres de ce qui est généralement et habituellement suivi par les distributeurs de contenu linéaire dans l'industrie audiovisuelle et selon les exigences du FMC à l'égard des distributeurs énoncées à l'[Annexe B](#), section 9.

Les contributions en espèces ne peuvent inclure des installations, des biens ou des services, une participation au capital, l'achat de temps d'antenne par le Requérant, des sommes liées à des dons ou des commandites que le Requérant aurait négociées et réussi à obtenir, des crédits d'impôt ou tout autre arrangement qui, de l'avis du FMC, ne constitue pas véritablement une contribution en espèces. Les dispositions ci-dessus n'interdisent pas à un Télédiffuseur canadien (et, selon le cas, à un Distributeur canadien admissible et/ou à une Entité internationale admissible) de contribuer en participant au capital, en offrant des services, des installations ou en versant d'autres droits, en plus de sa contribution en espèces pour constituer l'engagement admissible du marché.

Lorsque l'attribution de la contribution en espèces dépend, en tout ou en partie, d'un rachat de services par le fournisseur de la contribution en espèces, le FMC peut décider de déduire la valeur des services ou des installations en cause de la valeur totale de la contribution afin de déterminer les montants de l'engagement admissible du marché utilisés pour calculer l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché; cette décision sera prise au cas par cas.

b) Télédiffuseur canadien (et, selon le cas, Distributeur canadien admissible ou Entité internationale admissible)

« Télédiffuseur canadien », « Distributeur canadien admissible » et « Entité internationale admissible » ont le sens qui leur est attribué dans la définition de l'[Annexe A](#).

c) Requérant soumettant une demande au FMC

L'engagement admissible du marché doit être payé par le Télédiffuseur canadien (et, selon le cas, par le Distributeur canadien admissible ou l'Entité internationale admissible) directement au Requérant. Toutefois, le FMC acceptera également le paiement des droits de diffusion admissibles par le Télédiffuseur canadien indirectement, par le truchement d'un intermédiaire canadien affilié au Requérant et au Télédiffuseur canadien.

d) Droits d'exploitation énumérés

i. *Télédiffuseur canadien — Droits de diffusion au Canada*

Droit de diffusion admissible d'un Télédiffuseur canadien en échange des droits de diffusion au Canada du Projet admissible.

Le droit de diffusion au Canada est le droit d'un Télédiffuseur canadien de diffuser ou de rendre accessible le Projet admissible dans les dix-huit (18) mois suivant son achèvement et sa livraison sur toute plateforme de radiodiffusion et en ligne qu'il détient, exploite et contrôle au Canada dans la langue du télédiffuseur concerné, et ce, pour la durée maximale prévue (comme définie ci-dessous).

Le droit de diffusion au Canada ne peut inclure :

- des droits de diffusion pour des territoires situés en dehors du Canada;
- des droits d'exploitation supplémentaires (voir la définition ci-dessous) pour des territoires canadiens ou non canadiens;
- des droits de propriété, de participation aux profits, de remboursement ou de récupération dans le cadre du Projet admissible;
- des droits d'une durée excédant la durée maximale décrite ci-dessous.

Pour plus de clarté, bien que les Télédiffuseurs canadiens soient libres de négocier et d'acquérir des droits *distincts*, autres que les droits de diffusion au Canada (p. ex. des droits de diffusion internationale, d'autres droits d'exploitation), ces contributions financières distinctes apportées par les Télédiffuseurs canadiens doivent être évaluées et payées séparément et ne seront pas prises en compte dans l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché nécessaire pour débloquer le financement de la production par le FMC.

De plus, les droits d'exploitation supplémentaires (définis à la section 3.2.4.3 ci-dessous) ne s'appliqueront qu'aux différents droits dérivés d'exploitation et ne consisteront pas simplement en un accès additionnel aux revenus ou à la récupération liés au droit de diffusion au Canada ou aux droits d'exploitation supplémentaires mêmes, que le FMC ait participé au capital du Projet admissible ou non. Les Télédiffuseurs ne peuvent récupérer des revenus d'exploitation que s'ils ont investi financièrement dans la structure financière d'un projet.

Pour qu'un Projet admissible puisse obtenir un financement du FMC, les Télédiffuseurs canadiens doivent se conformer aux Principes directeurs des programmes destinés au contenu linéaire applicables, s'il y a lieu, à l'[Annexe A](#) et à l'[Annexe B](#), ainsi qu'aux sections applicables des présents Principes directeurs, y compris le respect de l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché désignée (seuls ou en combinaison avec l'avance de distribution admissible d'un Distributeur canadien admissible et, s'il y a lieu, l'engagement financier admissible d'une Entité internationale admissible).

Enfin, si le Télédiffuseur canadien n'obtient pas les droits de première internationale d'un Projet admissible et qu'une première non canadienne a lieu en premier, la première canadienne du Projet admissible doit avoir lieu dans les douze (12) mois suivant la première non canadienne (« **Exigence de première canadienne** »).

ii. *Distributeur canadien admissible — Droits d'exploitation*

L'avance de distribution admissible d'un Distributeur canadien admissible est versée en contrepartie du droit d'exploitation au Canada et/ou du droit d'exploitation à l'international d'un Projet admissible.

Droit d'exploitation au Canada

Le droit d'exploitation au Canada d'un Distributeur canadien admissible est le droit d'exploiter le Projet admissible au Canada pendant la durée maximale (voir la définition ci-dessous) sur (i) une chaîne d'un télédiffuseur titulaire d'une licence du CRTC (et ses plateformes) dans la langue du télédiffuseur en question dans les dix-huit (18) mois suivant la livraison et l'acceptation technique du Projet admissible; **ou** (ii) une Plateforme en ligne admissible dans les dix-huit (18) mois suivant la livraison et l'acceptation technique du Projet admissible. Une Plateforme en ligne admissible est une plateforme qui :

- contient d'autres contenus présélectionnés ou préqualifiés par (a) le service en ligne ou (b) le distributeur, dans le cadre d'un accord avec le service en ligne;
- est accessible aux Canadien·nes au Canada;
- a le Canada comme public cible (c'est-à-dire qu'il s'agit d'un service où les Canadien·nes sont susceptibles de chercher du contenu audiovisuel linéaire, par opposition à un service principalement destiné à des territoires étrangers);
- est reconnue comme une plateforme en ligne admissible par le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens (BCPAC)

Pour qu'un Projet admissible puisse obtenir un financement du FMC, les Distributeurs canadiens admissibles doivent se conformer aux Principes directeurs des programmes destinés au contenu linéaire applicables, s'il y a lieu, à l'[Annexe A](#) et à l'[Annexe B](#), ainsi qu'aux sections applicables des présents Principes directeurs, y compris le respect de l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché désignée (seuls ou en combinaison avec les droits de diffusion admissibles d'un [Télédiffuseur canadien et, s'il y a lieu, l'engagement financier admissible d'une Entité internationale admissible](#)).

Pour le territoire canadien, si les Distributeurs canadiens admissibles sont libres de négocier et d'acquérir des droits autres que le droit d'exploitation au Canada (à savoir, d'autres droits d'exploitation au Canada), ces autres droits seront évalués ni payés séparément (et, donc, ne feront pas partie de l'avance de distribution et ne seront pas pris en compte dans le calcul de l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché nécessaire pour débloquer du financement du FMC).

Droit d'exploitation à l'international

Le droit d'exploitation à l'international est le droit d'exploiter le Projet admissible dans des territoires en dehors du Canada.

Bien qu'une variété de droits d'exploitation différents puisse faire partie du droit d'exploitation à l'international, les Distributeurs canadiens admissibles doivent au minimum obtenir le droit de rendre le Projet admissible accessible pour être vu soit sur une chaîne de télévision, soit sur une plateforme en ligne dans des territoires en dehors du Canada afin de compter pour l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché d'un Projet.

Les Requérants ainsi que les Distributeurs admissibles sont libres de négocier un ou plusieurs territoires en dehors du Canada dans le cadre du droit d'exploitation à l'international.

Pour qu'un Projet admissible débloque le financement du FMC, les Distributeurs canadiens admissibles doivent se conformer aux Principes directeurs des programmes destinés au contenu linéaire applicables, s'il y a lieu, à l'[Annexe A](#) et à l'[Annexe B](#), ainsi qu'aux sections applicables des présents Principes directeurs, y compris le respect de l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché désignée (seuls ou en combinaison avec les droits de diffusion admissibles d'un [Télédiffuseur canadien et, s'il y a lieu, l'engagement financier admissible d'une Entité internationale admissible](#)).

iii. *Entité internationale admissible — Droit d'exploitation à l'international*

La contribution financière admissible d'une Entité internationale admissible est versée en contrepartie du droit d'exploitation à l'international d'un Projet admissible.

Le droit d'exploitation à l'international est le droit d'exploiter le Projet admissible dans des territoires en dehors du Canada.

Bien qu'une variété de droits d'exploitation différents puisse faire partie du droit d'exploitation à l'international, les Distributeurs canadiens admissibles doivent au minimum obtenir le droit de rendre le Projet admissible accessible pour être vu soit sur une chaîne de télévision, soit sur une plateforme en ligne dans des territoires en dehors du Canada afin de compter pour l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché d'un Projet.

Les Requérants ainsi que les Distributeurs admissibles sont libres de négocier un ou plusieurs territoires en dehors du Canada dans le cadre du droit d'exploitation à l'international.

Pour qu'un Projet admissible débloque le financement du FMC, les Entités internationales admissibles doivent se conformer aux Principes directeurs des programmes destinés au contenu linéaire applicables, s'il y a lieu, à l'[Annexe A](#) et à l'[Annexe B](#), ainsi qu'aux sections applicables des présents Principes directeurs, y compris le respect de l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché désignée (en combinaison avec les droits de diffusion admissibles d'un Télédiffuseur canadien et/ou l'avance de distribution admissible d'un Distributeur canadien admissible).

e) Contrat courant ayant force obligatoire

i. Entente de diffusion d'un Télédiffuseur canadien pour le droit de diffusion au Canada

- Elle doit inclure un engagement sans réserve du Télédiffuseur canadien de diffuser ou de rendre accessible le Projet admissible sur toute plateforme de télédiffusion et en ligne qu'il détient, exploite et contrôle, dans la langue autorisée, sous-titré pour personnes malentendantes⁶, aux heures de grande écoute⁷, dans les dix-huit (18) mois qui suivent l'achèvement et la livraison du Projet admissible⁸ et répondre à l'exigence d'une première canadienne. Le FMC étudiera les demandes de prolongation de ce délai au cas par cas.

Si l'un des Télédiffuseurs canadiens qui contribuent aux droits de diffusion admissibles d'un Projet ne respecte pas ces exigences, les droits de diffusion seront considérés comme non admissibles.

Selon le FMC, les « **heures de grande écoute** » sont de 19 h à 23 h, exception faite de certaines émissions pour les enfants et pour les jeunes décrites dans l'[Annexe A](#). Pour les télédiffuseurs de deuxième fenêtre de diffusion et de fenêtres ultérieures, l'engagement de diffusion du Projet admissible aux heures de grande écoute (ou, le cas échéant, d'accessibilité du Projet admissible) dans les dix-huit (18) mois débute au commencement de la période de la Durée maximale.

N.B. Le FMC peut renoncer à l'exigence de diffusion ou d'accessibilité des émissions pilotes si le Télédiffuseur canadien et le Requérant consentent tous deux, une fois le Projet admissible achevé et livré, que l'émission pilote ne devrait pas être diffusée ou rendue accessible.

⁶ S'il y a lieu, selon la plateforme.

⁷ Par souci de clarté, un Projet admissible ne doit satisfaire à l'exigence des « heures de grande écoute » que s'il est diffusé par une entité répondant à la section (a) de la définition de « Télédiffuseur canadien » figurant à l'[Annexe A](#).

⁸ Pour les productions uniques bilingues, cette exigence sera interprétée comme signifiant dans les dix-huit (18) mois suivant l'achèvement de la première version.

- Elle ne peut restreindre la capacité du Requérant d'exploiter des droits de diffusion non canadiens, exception faite de la protection des droits liés au débordement des signaux de télédiffusion et des droits exclusifs de première mondiale. Lorsqu'un Télédiffuseur canadien se voit attribuer des droits exclusifs de première mondiale, les ententes de diffusion doivent contenir une clause de renonciation aux droits de première mondiale au cas où serait conclue une vente de bonne foi avec une entité étrangère, à la condition que cette entité étrangère s'engage à ne pas télédiffuser l'émission dans les six (6) mois suivant sa livraison au Télédiffuseur canadien. Autrement dit, lorsqu'une vente de bonne foi a été conclue avec un télédiffuseur étranger, le Télédiffuseur ne peut en aucun cas conserver des droits de première mondiale plus de six (6) mois après la livraison.
 - À l'exception des canaux de télédiffusion bilingues, le Télédiffuseur canadien ne peut inclure que les droits linguistiques de la langue dans laquelle il est autorisé à exercer ses activités. À titre d'exemple, le contrat ne peut pas inclure l'acquisition de droits en langue française par un Télédiffuseur canadien de langue anglaise ou des droits en langue anglaise par un Télédiffuseur canadien de langue française. Le Télédiffuseur canadien bilingue doit déclarer au FMC le prix d'acquisition des droits de télédiffusion dans chaque langue. La vente de droits de diffusion dans une langue n'interdit pas à un Requérant d'exploiter les droits de diffusion dans l'autre langue.
 - L'entente ne peut conférer au Télédiffuseur canadien un droit de dernier refus pour des droits autres que ceux des fenêtres de télédiffusion supplémentaires de la saison ou du cycle autorisé. Autrement dit, un Télédiffuseur canadien ne peut faire l'acquisition d'un droit de dernier refus pour les créneaux de télédiffusion de cycles futurs ou des droits sur des versions futures du Projet admissible. Les Télédiffuseurs canadiens peuvent acquérir un droit de première négociation et/ou de dernier refus pour des fenêtres de télédiffusion supplémentaires de la saison ou du cycle autorisé.
 - Dans le cas des séries, une entente de diffusion ne peut contenir de clauses de droits co-terminus. Les clauses de droits co-terminus (qui prolongent la durée des droits de diffusion existants jusqu'à la fin de la licence de renouvellement sans frais supplémentaires) sont interdites dans le contexte des ententes de droits de diffusion visant les renouvellements de séries, mais ces ententes peuvent conférer des droits de première négociation ou de dernier refus pour la prolongation des droits de diffusion des épisodes existants de la série.
 - Elle doit être assortie d'un échéancier prévu pour le paiement conforme à la Politique d'affaires du Télédiffuseur décrit à [l'Annexe B](#) (section 8).
- ii. Entente de distribution d'un Distributeur canadien admissible pour le droit d'exploitation au Canada ou à l'international
- Elle doit inclure les paramètres et les pratiques généralement et habituellement suivis par les distributeurs de contenu linéaire dans l'industrie audiovisuelle, y compris, mais sans s'y limiter, une description des éléments suivants :
 - tous les droits d'exploitation faisant l'objet d'une licence ou d'une acquisition;
 - le montant de l'avance de distribution du Distributeur canadien admissible (séparément, pour le Canada et pour l'international, selon le cas);
 - le montant des droits d'exploitation supplémentaires pour le territoire canadien (le cas échéant);
 - le montant total payé pour le Projet;
 - le(s) territoire(s);
 - la durée;
 - toutes les autres modalités et conditions applicables.

- Elle doit être conforme à toutes les responsabilités du Distributeur canadien admissible décrites dans la [Politique d'affaires sur les distributeurs de l'Annexe B \(section 9\)](#).
- Si un droit d'exploitation au Canada est obtenu (et le droit de diffusion d'un Télédiffuseur canadien n'est pas assuré par le Télédiffuseur canadien), l'entente de distribution doit inclure un engagement sous réserve que le Projet admissible
 - satisfasse à l'Exigence de mise à la disposition de l'auditoire canadien,
 - en le diffusant ou en le rendant accessible sur toute plateforme de télédiffusion et en ligne qu'un télédiffuseur titulaire d'une licence du CRTC détient, exploite et contrôle pendant la durée maximale dans les dix-huit (18) mois suivant la livraison et l'acceptation technique du Projet admissible

OU

- en le rendant accessible sur une Plateforme en ligne admissible pendant la durée maximale dans les dix-huit (18) mois suivant la livraison et l'acceptation technique du Projet admissible
- satisfait à l'Exigence de première canadienne.

iii. Entente de droit de diffusion d'une Entité internationale admissible pour le droit d'exploitation à l'international

- Elle doit inclure les paramètres et les pratiques généralement et habituellement suivis par les télédiffuseurs et les services de diffusion en continu de contenu linéaire dans l'industrie audiovisuelle, y compris, mais sans s'y limiter, une description de ce qui suit :
 - tous les droits d'exploitation faisant l'objet d'une licence ou d'une acquisition;
 - le montant versé pour l'atteinte de l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché (s'il y a lieu);
 - le montant total payé pour chaque Projet;
 - le(s) territoire(s);
 - la durée;
 - toutes les autres modalités et conditions applicables.

3.2.4.1 Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché

L'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché (« **Exigence seuil** ») est le montant minimal de droits de diffusion admissibles qu'un ou des Télédiffuseurs canadiens et/ou d'avances de distribution admissibles de Distributeurs canadiens admissibles (et, s'il y a lieu, de contributions financières admissibles d'Entités internationales admissibles⁹) doivent consacrer à un projet pour que celui-ci soit admissible à un soutien du FMC.

Dans le cadre du Programme des enveloppes de diversité linguistique, l'Exigence seuil est fixée à 10 % des dépenses admissibles du Projet admissible.

Dans le Programme, il est obligatoire d'obtenir des droits de diffusion d'un Télédiffuseur canadien.

⁹ Les Entités internationales admissibles (voir la définition à l'[Annexe A](#)) peuvent verser jusqu'à 25 % de l'Exigence seuil pour les engagements admissibles du marché pour les Projets admissibles dans le genre des émissions pour enfants et jeunes et des documentaires. Voir la section 3.2.4 des [Principes directeurs du Programme des enveloppes des télédiffuseurs — Langue anglaise et langue française \(production\)](#) ou des [Principes directeurs du Programme des enveloppes des distributeurs](#).

Dans le cas des coproductions audiovisuelles régies par un traité, le montant de l'Exigence seuil sera calculé sur la portion des dépenses admissibles de la part canadienne du devis de production total telles qu'elles sont accréditées par le service Relations d'affaires et coproduction de Téléfilm Canada.

Tous les engagements admissibles du marché utilisés aux fins des Exigences seuil doivent servir au financement du Projet admissible.

3.2.4.2 Durée maximale

Au titre du Programme, dans le cas des projets de sociétés de production indépendantes (qui ne sont pas des Productions internes, des Productions affiliées à un télédiffuseur ni des Productions apparentées à un Distributeur canadien admissible), la durée maximale autorisée de toutes les fenêtres de diffusion accordées (i) aux Télédiffuseurs canadiens pour le droit de diffusion au Canada, et (ii) s'il y a lieu, aux Distributeurs canadiens admissible pour le droit d'exploitation au Canada (« **Durée maximale** »), dans sa totalité et y compris les périodes avec ou sans exclusivité, est de six (6) ans.

La Durée maximale débute à la date prévue dans le contrat négocié entre le Requêteur et le Télédiffuseur canadien admissible (et, s'il y a lieu, le Distributeur canadien). La Durée maximale est la période pendant laquelle un Télédiffuseur canadien admissible (et, s'il y a lieu, un Distributeur canadien) a le droit de diffuser et, s'il y a lieu, d'exploiter le Projet au Canada. Dans le cas d'une série (ou d'une minisérie, selon le cas), la Durée maximale débute à la date de diffusion du premier épisode de la série et non à la date de diffusion de chaque épisode.

Par souci de clarté, il convient de rappeler que le début de la Durée maximale et la date de la première mise en ondes ou de début de l'exploitation ne coïncident pas nécessairement. Par exemple, la Durée maximale des droits de diffusion d'un Télédiffuseur canadien peut aller du 1^{er} septembre 2026 au 31 août 2032, mais le Télédiffuseur peut décider que la première télédiffusion aura lieu le 15 novembre 2026. À des fins d'admissibilité, la Durée maximale commencera le 1^{er} septembre 2026. En aucun cas la Durée maximale ne pourra débiter après la première diffusion ou le début de l'exploitation du premier épisode.

Les Requêteurs ont la possibilité d'incorporer des contributions d'une durée plus longue que la Durée maximale prévue dans la structure financière. Toutefois, seule la portion des contributions correspondant à la Durée maximale sera utilisée dans tous les calculs du FMC, y compris pour l'évaluation de l'Exigence seuil, et, le cas échéant, l'établissement des contributions permises en vertu des programmes d'enveloppes. Les contributions qui commencent pendant la Durée maximale, mais qui s'étendent au-delà, seront réduites proportionnellement pour être conformes à la Durée maximale permise.

La durée maximale ne s'applique pas aux droits de diffusion acquis des Télédiffuseurs canadiens pour des productions affiliées à un télédiffuseur et des productions internes.

3.2.4.3 Traitement des droits d'exploitation supplémentaires

Tous les droits d'exploitation supplémentaires qui ne font pas partie des droits de diffusion au Canada (et, selon le cas, des droits d'exploitation au Canada) doivent être identifiés et évalués séparément pour le Canada.

Les droits d'exploitation supplémentaires comprennent notamment, sans s'y limiter :

- i) la diffusion ou distribution gratuite en ligne;
- ii) la vidéo sur demande (VSD) offerte par un service titulaire d'une licence du CRTC;
- iii) la diffusion ou distribution payante en ligne, y compris la vidéo sur demande par abonnement (VSDA);
- iv) la distribution mobile ou distribution sans fil;
- v) la vente électronique ou la location numérique;

- vi) la distribution sur DVD, Blu-Ray ou tout autre appareil vidéo compact;
- vii) la distribution en salle;
- viii) la distribution hors salle (p. ex. dans les établissements d'enseignement ou à bord d'un avion);
- ix) les droits de marchandisage et les droits dérivés.

Tous les droits d'exploitation supplémentaires précités et tout droit d'exploitation qui n'est pas englobé dans la liste, qu'il existe ou soit créé plus tard, ont le sens qui leur est généralement attribué, conformément aux normes de l'industrie de la télévision, des médias numériques et des communications. Les Télédiffuseurs canadiens (et, le cas échéant, les Distributeurs canadiens admissibles et les Entités internationales admissibles) et les Requérants sont libres de délimiter plus précisément les droits distincts relevant de ces catégories ou s'y ajoutant; néanmoins, la liste ci-dessus représente le degré minimal d'évaluation des droits distincts inclus dans les contrats courants ayant force obligatoire liés au Projet admissible.

Pour les Télédiffuseurs canadiens qui allouent un droit de diffusion admissible à un Projet admissible :

- Tous les droits d'exploitation supplémentaires acquis doivent être assujettis à une clause d'invalidation en cas d'inutilisation exigeant l'exploitation des droits dans les douze (12) mois suivant la première diffusion du Projet admissible, faute de quoi les droits reviendront sans restriction au Requérant¹⁰.
- Dans le cas des droits d'exploitation supplémentaires non acquis, le contrat conclu avec le Requérant ne peut limiter la capacité du Requérant à exploiter les droits d'exploitation supplémentaires pour une durée supérieure à 12 mois à compter de la date de première diffusion du Projet admissible.
- Lorsque le FMC participe au Projet admissible par une participation au capital, les droits d'exploitation supplémentaires acquis doivent :
 - a) être exploités conformément à la Politique de récupération normalisée du FMC (le Télédiffuseur canadien agissant en tant que distributeur dans le cadre de cette politique). Pour les droits visés par les paragraphes i) à v) précédents seulement, le FMC peut envisager une entente de partage 50-50 du revenu brut entre le Requérant et le Télédiffuseur canadien (ou une autre entente qui, de l'avis du FMC, n'est pas moins préférable que le partage 50-50 du revenu brut); ou
 - b) pour les droits visés par les paragraphes i) à iv) précédents seulement, être acquittés à leur juste valeur marchande.

Le FMC mettra cette section en œuvre de manière souple avec l'intention de favoriser la transparence dans le marché des droits, et ce, afin de maximiser la diffusion sur plusieurs plateformes du contenu appuyé par le FMC au profit de l'auditoire canadien et afin de maximiser le rendement du capital investi pour les projets dans lesquels le FMC participe au capital.

3.2.5 Exigences diverses

Pour être admissible, un projet doit remplir les critères suivants :

- a) Il doit être conforme au code de déontologie de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) et respecter l'ensemble des normes approuvées par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), notamment le Code de l'ACR concernant la violence et le Code sur la représentation équitable.

¹⁰ Pour les projets de langue française, dans le cas où le droit d'exploitation supplémentaire nommé « vidéo sur demande par abonnement américaine » (VSDAA), conformément à la définition contenue dans l'entente collective AQPM-UDA 2025-2030, n'est pas acquis par le Télédiffuseur canadien, le contrat conclu avec le Requérant peut limiter la capacité de ce dernier à exploiter ce droit d'exploitation supplémentaire pour une période ne pouvant excéder le moindre de la durée de la licence concédant les droits de première diffusion ou de 60 mois à compter de la date de la première diffusion. En contrepartie, le Télédiffuseur canadien s'engage à ne pas exploiter lui-même le droit supplémentaire de VSDAA sans en convenir avec le Requérant et en négocier les modalités.

- b) Il ne contient aucun élément de violence excessive, de propagande haineuse, de violence sexuelle ou d'exploitation sexuelle ni élément à caractère obscène, indécent ni pornographie juvénile au sens du Code criminel, n'est pas diffamatoire ou autrement illicite, et est conforme aux lois en matière de la protection de la vie privée ainsi qu'à toutes autres lois et à la réglementation applicables.
- c) Si les émissions contiennent des narrations, des dialogues ou des chansons, elles doivent comporter des sous-titres codés pour les personnes malentendantes¹¹; des exceptions peuvent être autorisées pour les Projets admissibles qui s'adressent aux enfants de moins de cinq ans, pour les projets en langues autochtones n'utilisant pas l'alphabet romain et pour les productions tournées en direct.
- d) Il s'agit d'une nouvelle production. Une nouvelle production est une production qui, essentiellement, n'est pas une version remontée d'une émission produite précédemment. Dans le cas d'une série, le FMC prendra en considération le cycle entier afin de déterminer si le projet est un remontage ou non (p. ex. quelques épisodes présentant un recueil des meilleures scènes, un documentaire de tournage ou des épisodes récapitulatifs peuvent être permis). Les projets comprenant principalement des métrages d'archives peuvent être considérés comme de nouvelles productions si le métrage d'archives n'a pas été simplement remonté en tout ou en grande partie pour le projet.
- e) D'une manière générale, le FMC s'attend à ce que les principaux travaux de prises de vue ou d'animation des productions financées débutent au cours de l'exercice financier durant lequel le financement a été accordé ou dans les trois mois qui suivent¹². Des exceptions pourraient être autorisées, par exemple, pour des Projets admissibles devant capter des événements à un moment précis ou dont la production doit commencer pendant une période où le FMC ne reçoit pas de demandes de financement (p. ex. de décembre à mars).

N.B. Un Requérant qui déciderait d'entreprendre la production avant la confirmation du financement du FMC le ferait à ses propres risques.

- f) Aucune version de celui-ci ne doit avoir été diffusée ni présentée sur quelque plateforme avant la présentation de la demande de financement au FMC.
- g) Le FMC encourage tous les Requérants qui travaillent avec des communautés des Premières Nations, inuites et métisses, ou dont les projets sont en lien avec les cultures, les concepts et les histoires de ces communautés, à respecter les principes directeurs et les pratiques exemplaires énoncés dans le guide de production médiatique [Protocoles et chemins cinématographiques](#).
- h) Le FMC encourage tous les Requérants à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement, à utiliser des technologies propres et à réduire l'utilisation des ressources non renouvelables durant la création et l'exploitation de leurs projets.
- i) Pour tous les Projets admissibles tournés en prises de vues réelles dont les dépenses admissibles dépassent les seuils indiqués ci-dessous, il est obligatoire de calculer les émissions de carbone générées par le projet à l'aide d'un calculateur de carbone :
 - Dramatiques — 800 000 \$ par heure ou plus;
 - Enfants et jeunes et variétés et arts de la scène — 750 000 \$ par heure ou plus;
 - Documentaires — 400 000 \$ par heure ou plus.

Dans le cas des coproductions audiovisuelles régies par un traité, le calcul des émissions n'est obligatoire que pour la partie canadienne du devis total du Projet admissible (ou des Coûts finaux totaux).

¹¹ S'il y a lieu, selon la plateforme.

¹² Par souci de clarté, précisons que le FMC ne soutient pas les activités de postproduction ou d'achèvement dans le cadre de ses programmes de production de contenu linéaire. Toutefois, il pourrait étudier une telle demande si les principaux travaux de prises de vue ou d'animation commencent pendant la période admissible qui s'applique à l'exercice financier pendant lequel la demande de financement a été présentée, au cas par cas.

- j) En ce qui concerne le contenu créé avec l'aide de la technologie de l'intelligence artificielle (« IA ») :
- le FMC encourage tous les Requérants à respecter les [lignes directrices liées à l'utilisation de l'IA](#); et
 - il incombe au Requérant de s'assurer que (i) tous les droits sous-jacents aux Projets admissibles sont détenus et développés de manière significative par des Canadien·nes et (ii) que les Projets admissibles ont un accès libre à tous les droits sous-jacents.
- k) Tous les Projets admissibles de langue anglaise, de langue française ou en langue autochtone en phase de production dont les dépenses admissibles sont supérieures à 500 000 \$ doivent être offerts en vidéodescription. Par souci de clarté, précisons que cette exigence ne s'appliquera pas aux productions tournées en direct ou aux Projets admissibles dans une langue de la diversité.

4. CONTRIBUTION DU FMC

La contribution du FMC à un Projet admissible doit répondre :

- aux critères énoncés dans la section 4 des Principes directeurs du Programme des enveloppes principal;
- à tout critère d'admissibilité particulier applicable mentionné dans la présente section.

4.1 NATURE DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

Dans le cadre du Programme, les Projets admissibles peuvent recevoir différents types de contributions du FMC :

- Les **suppléments de droits de diffusion** complètent les droits de diffusion admissibles que le Requérant reçoit d'un Télédiffuseur canadien. À ce titre, ils font partie des droits de diffusion du Télédiffuseur canadien pour le Projet admissible et ne sont pas récupérables.
- La **participation au capital** est un investissement en espèces, ce qui signifie que le FMC acquiert un droit de propriété indivis dans toutes les versions du Projet admissible. La participation au capital est récupérable et assujettie à une structure de récupération standard non négociable (laquelle est décrite et assujettie à toute exception prévue dans la Politique de récupération normalisée du FMC — voir l'[Annexe B](#)).

La première contribution du FMC au Projet admissible prendra la forme d'un supplément de droits de diffusion jusqu'à concurrence de 20 % des dépenses admissibles relatives au Projet admissible.

Tout montant supérieur à ce maximum de 20 % prendra la forme d'une participation au capital jusqu'à concurrence des montants indiqués dans la section 4.2 ci-dessous (supplément de droits de diffusion et participation au capital combinés). Le FMC considère toutefois que toute demande de participation au capital inférieure à 100 000 \$ est insuffisante pour un investissement en capital. Par conséquent, toute participation au capital inférieure à 100 000 \$ sera automatiquement convertie en supplément de droits de diffusion.

4.2 MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

À titre de rappel, mentionnons que, si des fonds de plusieurs programmes du FMC sont combinés pour financer un Projet, les contributions maximales peuvent varier (voir la section 2.4 ci-dessus).

Les Télédiffuseurs canadiens peuvent déterminer quelle proportion de leur allocation d'enveloppe de diversité linguistique sera versée à un Projet admissible, jusqu'à concurrence du montant maximal des fonds qui leur sont alloués et sous réserve de la contribution maximale consentie par projet et d'autres restrictions particulières.

La contribution maximale du FMC dans le cadre du Programme des enveloppes de diversité linguistique sera de 49 % des dépenses admissibles du Projet admissible. Il n'y a pas de contribution minimale.

Il n'y a pas de contribution minimale dans le cadre du Programme des enveloppes des télédiffuseurs de diversité linguistique.

Dans le cas des coproductions audiovisuelles régies par un traité, la contribution maximale du FMC pour le Projet admissible sera calculée en fonction du moindre des montants suivants : les dépenses admissibles de la part canadienne du devis total du Projet admissible et les dépenses admissibles de la part canadienne des coûts finaux totaux du Projet admissible, telles qu'elles sont accréditées par le service Relations d'affaires et coproduction de Téléfilm Canada

4.2.1 Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont les dépenses établies dans le devis de production d'un Projet admissible ou dans le rapport sur les coûts finaux, selon le cas (y compris les dépenses des parties apparentées et non apparentées), auxquelles s'ajoutent

toutes les dépenses considérées comme nécessaires par le FMC, moins toutes les dépenses considérées comme excessives, gonflées ou déraisonnables par le FMC.

La participation du FMC est calculée d'après les dépenses admissibles d'un Projet admissible et l'évaluation des dépenses admissibles du Projet admissible sera effectuée à l'entière discrétion du FMC. Le FMC évalue les dépenses admissibles au moment de la demande, en se fondant sur les devis du projet. Les dépenses admissibles peuvent inclure une augmentation des coûts finaux par rapport au devis.

Le FMC considérera comme admissibles des coûts raisonnables engendrés par des activités et pratiques destinées à favoriser la durabilité environnementale ou par l'embauche de personnel à des postes dédiés à des activités et pratiques pour les projets financés dans le cadre des programmes destinés au contenu linéaire.

Les cadeaux offerts au public ne constituent pas des dépenses de mise en marché admissibles en vertu de la section 4.2.4 ci-dessous, à l'exception des cadeaux offerts à une communauté autochtone dans le cadre d'une pratique culturelle mentionnée dans le guide de production médiatique [Protocoles et chemins cinématographiques](#) qui seront considérés comme des dépenses admissibles.

4.2.2 Contenu numérique admissible

Bien qu'il ne s'agisse plus d'un élément obligatoire pour le financement du contenu linéaire par le FMC, les producteur·trices peuvent continuer à inclure les coûts de production du contenu numérique lié à leur projet linéaire (« **Contenu numérique relié** »). Pour plus d'informations sur les paramètres du Contenu numérique relié, veuillez consulter la définition complète à l'[Annexe A](#).

Dans ce Programme, le contenu numérique relié (tel que défini à l'[Annexe A](#)) est réalisé dans la même langue originale de production que le Projet admissible.

Les dépenses relatives au contenu numérique relié (y compris les frais d'amélioration budgétés pour une période allant jusqu'à 12 mois après le lancement du contenu) doivent être portées au poste numéro 85 du devis de la demande du Projet admissible, le cas échéant.

D'autres politiques d'affaires du FMC concernant les dépenses admissibles sont décrites dans l'[Annexe B](#).

4.2.3 Transactions entre Parties apparentées

L'ensemble des rétributions, allocations et transactions entre Parties apparentées doit être :

- a) divulgué au FMC;
- b) conforme aux [Exigences en matière de comptabilisation et de présentation du FMC](#) en vigueur.

4.2.4 Dépenses liées à la mise en marché

Les dépenses admissibles du Projet admissible peuvent inclure :

- les coûts de publicité engagés durant la production du projet (p. ex. les photos de production, l'embauche d'un·e agent·e de publicité pour organiser des entrevues);
- les frais de doublage et de sous-titrage pour faciliter les ventes sur les marchés étrangers¹³;

¹³ Dans le cadre du plafond des dépenses liées à la mise en marché, le FMC accepte les dépenses pour effectuer jusqu'à 90 minutes de doublage et de sous-titrage pour faciliter la vente d'un Projet admissible sur les marchés étrangers.

- la participation aux marchés nationaux et internationaux liés à l'industrie afin de stimuler les ventes du Projet admissible et de générer des revenus; et
- l'inscription à des galas ou des événements de remise de prix pertinents.

Les dépenses admissibles du Projet admissible liées à la mise en marché pourront atteindre un maximum de 5 % des catégories B + C du devis de production, jusqu'à concurrence de 400 000 \$. Toutefois, aucun plafond exprimé en pourcentage du devis ne sera imposé aux dépenses admissibles liées à la mise en marché totalisant 10 000 \$ ou moins.

Toutes les dépenses de mise en marché du Projet admissible, y compris les dépenses admissibles relatives au Contenu numérique relié, s'il y a lieu, doivent être portées au poste numéro 70 du devis de production.

Les dépenses de mise en marché non admissibles incluent :

- les dépenses qui ont été déjà financées ou payées par un autre partenaire financier ou un organisme subventionnaire;
- la réception de fin de tournage, les cadeaux à l'équipe, à la distribution et au public (p. ex. t-shirts, tasses).

4.2.5 Émissions pilotes et séries

Les dépenses admissibles relatives aux séries peuvent inclure des dépenses d'amélioration à l'émission pilote produite précédemment si la série est subséquente à cette émission pilote.

4.2.6 Prix

Tout prix remporté, remis, présenté ou octroyé à des individus relativement à toute production financée par le FMC, peu importe le genre, sera considéré comme une dépense non admissible, même si ce prix est vu comme étant de nature éducative.

5. PROCESSUS DE DÉCISION

Le FMC participera aux Projets admissibles par l'intermédiaire des allocations d'enveloppe de diversité linguistique, qui sont des attributions de fonds du FMC versées aux Télédiffuseurs canadiens ayant de l'expérience en matière de programmation de la diversité linguistique.

Les Télédiffuseurs canadiens choisissent les Projets admissibles pouvant recevoir des fonds de leur allocation d'enveloppe de diversité linguistique dans la limite des fonds qui leur sont alloués (sous réserve de certaines limites précisées dans les présents Principes directeurs).

Le mécanisme des allocations d'enveloppes permet au FMC de déboursier des fonds de manière opportune, efficace et axée sur le marché, en partenariat avec les Télédiffuseurs canadiens. Bien que les allocations d'enveloppes soient attribuées aux Télédiffuseurs canadiens, l'aide financière du FMC est versée directement aux Requérants.